



Les 15 et 22 mars, TOU.TE.S en GRÈVE et dans la rue

Services publics, emplois, statut, salaires, retraite, instances représentatives du personnel, Macron veut tout passer à la moulinette libérale !

Dans une situation où la résignation pourrait prendre le dessus, vu la violence des attaques contre les droits des salariés et des citoyens, de nombreuses grèves ont lieu dans le secteur privé ou public. Les luttes sectorielles telles celles des EHPAD, des travailleurs sociaux, de l'Éducation Nationale, de l'enseignement supérieur et secondaire, de l'ONF, des pénitentiaires, des salariés du commerce, des agents des services publics ou des transports, ouvrent des perspectives plus collectives pour contrer les politiques libérales qui détruisent notre modèle social solidaire pour le profit des plus riches.

Le 15 mars : EHPAD et retraités

Après la grande journée d'actions et de grève dans les EHPAD, le 30 janvier, pour la dignité des résidents et des salariés, les personnels continuent le 15 mars. Leur mobilisation inédite est le signe d'un ras-le-bol qui doit trouver des réponses en terme de moyens, de conditions de travail mais aussi de prise en charge de la perte d'autonomie. C'est une des revendications des retraités, qui demandent aussi les moyens de vivre dignement après la hausse injustifiée de la CSG qui plombe leur pouvoir d'achat, y compris pour les retraites modestes.

Les enseignants seront aussi dans l'action contre les fermetures de classes, le manque de moyens et la réforme du lycée.

MANIFESTATIONS **15 mars**

NANTES - 14 h 30 - Place du Cirque
SAINT-NAZAIRE - 10 h 30 - Fontaine République
CHATEAUBRIANT - 10 h 30 - Mairie

Le 22 mars, on remet ça pour les services publics, le ferroviaire, le commerce...

Le projet du gouvernement et du MEDEF contre le statut des fonctionnaires et des cheminots, contre les services publics, reprend la même logique que les ordonnances contre le droit du travail, qui ont déjà des conséquences concrètes dans les entreprises (voir encadré « cadeaux fiscaux »).

Dire que les fonctionnaires ou les cheminots sont fainéants, coûteux, archaïques... sert à livrer des missions de service public aux intérêts privés qui sont à la recherche de nouveaux marchés afin de faire encore et toujours plus de profit, au détriment de l'intérêt général !

Les exemples déjà en œuvre sont nombreux : les autoroutes, la poste, les télécommunications, le secteur de l'eau, du logement et de l'énergie.

Demain, si nous ne luttons pas ce sera le tour des missions et des agents de la fonction publique, des cheminots... **Pour une précarisation généralisée.**

Les politiques menées de baisse des effectifs, de réduction des accueils physique, du tout internet, de manque d'investissements participent à la dégradation de l'offre de service public et servent de prétexte pour affirmer qu'ils ne fonctionnent pas.

Le statut des cheminots

est pointé du doigt comme responsable des déficits de la SNCF et des dysfonctionnements à répétitions qui ne sont pourtant que le résultat des politiques de baisse des moyens en personnel et en investissements au profit du rapport à court terme et du tout TGV : la direction de la SNCF déjà engagée dans la concurrence, y compris avec ses propres filiales, veut dépecer une entreprise de service public pour en faire une entreprise capitalistique au détriment des usagers et des personnels donc de l'intérêt général, mais aussi d'un aménagement du territoire plus respectueux de l'environnement.

Cadeaux fiscaux = suppressions d'emploi

Depuis 2013, plus de 70 milliards d'euros d'argent public ont été offerts par l'État aux entreprises, sans contrepartie, subventionnant ainsi la destruction de milliers d'emplois ou enrichissant considérablement les propriétaires des capitaux.

- CARREFOUR ⇒ 400 millions de CICE et 4400 suppressions d'emplois en 2017
- CASTORAMA ⇒ 44 millions de CICE et 446 suppressions d'emplois en 2017
- CONFORAMA ⇒ 39,3 millions de CICE, 3 PSE et 445 suppressions d'emplois depuis 2014
- PIMKIE ⇒ 37 magasins fermés et 208 suppressions d'emplois en 2017
- BRICO-DÉPÔT ⇒ 9 millions de CICE et 82 suppressions d'emplois en 2017
- ACCOR ⇒ 18,6 millions de CICE et 15 millions de dividendes en plus en 2017
- IKEA ⇒ 48,2 millions de CICE depuis 2013
- BUFFALO GRILL ⇒ 5 millions de CICE et 14 millions de bénéfices en 2015.

POUR UN SERVICE PUBLIC MODERNE ET EFFICACE la CGT REVENDIQUE :

- L'abandon des suppressions de postes (120 000 annoncées dans la fonction publique sur 5 ans !) pour maintenir un service public de proximité au service des populations.
- La mobilisation des moyens financiers nécessaires au bon fonctionnement des missions publiques (État, santé, territoriale), et pour valoriser le travail des agents mis à mal par les mauvaises conditions de travail (effectifs, précarité, jour de carence) et le gel des salaires.
- Un service public des transports au sein d'une entreprise publique nationale (la SNCF) dans l'intérêt des usagers.
- Une fiscalité réorientée vers la satisfaction des besoins sociaux et vers des politiques publiques réellement efficaces favorisant notamment la ré-industrialisation.
- La fin des avantages fiscaux sans contrepartie aux entreprises, cadeaux qui participent à l'enrichissement sans fin des actionnaires et des patrons au détriment de l'emploi mais aussi des recettes pour le pot commun notamment la protection sociale (santé, retraite, chômage) et le développement des services publics garants des équilibres sociaux.

TOUS ENSEMBLE, salariés, retraités, privés d'emploi, précaires, lycéens et étudiants
En GREVE et aux MANIFESTATIONS intersyndicales



le 22 mars

SAINT-NAZAIRE - 10 h 00 - Gare

NANTES - 10 h 30 - Croisée des trams

Tou.te.s concerné.es, tou.te.s mobilisé.es, tou.te.s en GRÉVE

REJOIGNEZ LA CGT

udcgt44@cgt44.com ou www.lacgt44.fr